

Les Études du CERI
N° 148 - septembre 2008

La présence chinoise en Asie centrale
Portée géopolitique, enjeux économiques
et impact culturel

Sébastien Peyrouse

Sébastien Peyrouse

La présence chinoise en Asie centrale Portée géopolitique, enjeux économiques et impact culturel

Résumé

Depuis le début de la décennie 2000, la République populaire de Chine s'est invitée dans le « Grand Jeu » centre-asiatique qui opposait jusque-là principalement la Russie et les États-Unis. Aujourd'hui, l'avenir de l'Asie centrale se joue en partie dans sa capacité à éviter les déstabilisations du Moyen-Orient voisin et à intégrer, via l'influence chinoise, la zone Asie-Pacifique. En moins de deux décennies, la Chine a réussi une entrée massive et multiforme dans l'espace centre-asiatique : elle s'est imposée comme un partenaire fidèle sur le plan de la diplomatie bilatérale et a réussi à faire de l'Organisation de coopération de Shanghai une structure régionale appréciée par ses membres. Elle est devenue un acteur économique de premier plan en Asie centrale, dans le secteur commercial, dans le domaine des hydrocarbures et dans celui des infrastructures. Toutefois, les phobies sociales liées à cette présence grandissante de Beijing se sont développées en parallèle et nombre d'experts centre-asiatiques spécialisés sur la Chine ne cachent pas leurs appréhensions politiques, économiques et culturelles face à un voisin avec lequel il sera difficile de gérer sur le long terme un tel différentiel de puissance.

Sébastien Peyrouse

China's presence in Central Asia Geopolitical scope, economic role and cultural impact

Abstract

Since the early 2000s, The People's Republic of China has invited itself to the "Great Central Asian Game" that traditionally counterpoised Russian and US interests. Today, Central Asia's future lies mainly in its capacity to avoid neighbouring Middle Eastern destabilisations and integrate the Asia-Pacific Zone through China's influence. In less than two decades, China has managed to enter significantly and in a variety of forms in the Central Asian region. The country has imposed itself as a faithful partner in terms of bilateral diplomacy and transformed the Shanghai Cooperation Organisation into a regional structure much appreciated by its members. China has moved to the fore as an economic player in Central Asia in the trade sector, hydrocarbons, and infrastructures. Nevertheless, social fears have grown linked to this ever growing Chinese presence, and a number of Central Asian experts specialising in China do not hide their political, economic and cultural apprehensions when it comes to dealing with a neighbour whose power will be difficult to manage in the long run.

La présence chinoise en Asie centrale

Portée géopolitique, enjeux économiques et impact culturel

Sébastien Peyrouse

Senior Research Fellow au Central Asia and Caucasus Institute, Johns Hopkins University

Avec la disparition de l'Union soviétique, l'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) est réapparue sur la scène internationale comme une zone politiquement instable mais au sous-sol riche, objet de l'attention des grandes puissances. Dans les années 1990, ce retour du « Grand jeu » en Asie centrale oppose principalement la Russie et les Etats-Unis, jusqu'à ce que la République populaire de Chine s'invite dans la partie et annonce, sur le long terme, une profonde redistribution des cartes géopolitiques et économiques. Depuis le début de la décennie 2000, la Chine s'impose comme le partenaire incontournable des Etats centre-asiatiques : l'avenir de la région se joue en partie dans sa capacité à éviter les déstabilisations du Moyen-Orient voisin et à intégrer, via l'influence chinoise, la zone Asie-Pacifique, appelée à être l'un des moteurs économiques et politiques du XXI^e siècle. L'enjeu du rapprochement sino-centre-asiatique n'est pas uniquement bilatéral : il s'inscrit dans une stratégie régionale de Beijing qui cherche à stabiliser également l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan et à s'y imposer comme un partenaire majeur.

Des relations sino-centre-asiatiques on ne mentionne bien souvent que leur appartenance commune à l'Organisation de coopération de Shanghai, le partenariat russo-chinois en Asie centrale, puis, pêle-mêle, le risque terroriste, la montée de l'islamisme radical et la question ouigoure. L'objectif de cette étude est de s'interroger sur les motifs de collaboration et de tensions entre ces deux zones. Elle ne s'inscrit pas dans une approche de relations

internationales centrée sur les rapports diplomatiques entre Etats, mais dans une analyse des transformations que connaissent actuellement les sociétés d'Asie centrale. La montée en puissance de la Chine dans l'espace centre-asiatique constitue en effet l'un des moteurs du changement social. Les appréhensions culturelles, bien que difficilement mesurables, forment elles aussi un champ clé des relations internationales : les recompositions du système mondial sont façonnées par des représentations et des visions du monde.

Par cette approche, j'espère montrer que les enjeux de la relation sino-centre-asiatique, qui doivent prendre en compte les questions géopolitiques et économiques, ne peuvent éviter le thème des appréhensions culturelles. Le caractère autoritaire des régimes centre-asiatiques rendant difficile voire, dans certains Etats, impossible l'analyse d'une « opinion publique » dont on pourrait mesurer les avis par des enquêtes sociologiques, seule une analyse qualitative, fondée sur des milieux restreints car appartenant aux élites, ceux des *think tanks*, offre un mode d'analyse des réactions de la société aux évolutions en cours. Les experts centre-asiatiques insistent ainsi sur la prise de conscience généralisée que le retour de la Chine en Asie centrale après plusieurs siècles d'absence s'envisage sur du très long terme et doit être replacé dans un contexte global où la puissance démographique russe se replie sur les parties européennes de son territoire. La présence grandissante de la Chine en Extrême-Orient signale aux Etats centre-asiatiques que leur face-à-face avec Beijing appelé à prendre de l'ampleur dans les décennies à venir.

LA CHINE, UNE NOUVELLE DONNE GEOPOLITIQUE POUR LA REGION

En moins de deux décennies, la Chine a réussi une entrée massive et multiforme dans l'espace centre-asiatique : elle a négocié pacifiquement le règlement des frontières avec ses voisins centre-asiatiques, s'est imposée comme un partenaire fidèle et prévisible sur le plan de la diplomatie bilatérale et s'est fait apprécier pour sa capacité à développer la coopération régionale dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai. Les phobies sociales liées à cette présence grandissante de Beijing se sont développées en parallèle, focalisées autour du thème du « péril jaune » : les flux migratoires chinois inquiètent les régimes politiques comme l'opinion publique, en particulier au Kazakhstan et au Kirghizstan. Enfin, sur le plan politique et culturel, la Chine s'impose, certes, plus discrètement, mais de manière probablement décisive, dans le paysage idéologique centre-asiatique et devient peu à peu un modèle de développement pris en compte et mis en comparaison avec l'espace russe et les pays occidentaux.

Naissance bilatérale et multilatérale du partenariat sino-centre-asiatique

Les nouveaux Etats d'Asie centrale ont découvert leur voisin chinois en 1991, lors des proclamations d'indépendance. Dans l'urgence, il leur a fallu négocier des relations de bon voisinage avec un pays mal connu et que la propagande soviétique avait largement diabolisé. Bien que la Chine reconnaisse immédiatement l'indépendance des cinq Etats, elle s'estime toujours victime des « traités inégaux » signés au XIX^e siècle par les empires européens, et en particulier l'empire tsariste, et n'a pas réussi à régler ses différends frontaliers avec le régime soviétique. De nouveaux pourparlers avec les trois pays qui lui sont frontaliers, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, sont donc entamés dès 1992. Les autorités chinoises espèrent que le différentiel économique et géopolitique avec les nouveaux Etats va leur donner l'avantage par rapport à une Union soviétique puissante, et leur permettre des négociations d'autant plus faciles que les gouvernements locaux sont en quête de partenaires et contraints de trouver des compensations à la perte des subventions soviétiques. La nouvelle donne postsoviétique procure à la Chine des atouts tout autant que des inconvénients : alors qu'auparavant elle devait négocier avec une seule puissance, elle doit aujourd'hui discuter avec plusieurs partenaires faibles, ce qui lui permet de jouer du principe du « diviser pour régner », mais ne peut plus compenser l'échange d'une zone contre une autre.

Encore sous le coup de la condamnation internationale de la répression de Tiananmen de mai 1989, les autorités chinoises optent alors pragmatiquement pour une stratégie de bon voisinage avec les nouvelles républiques et limitent leurs revendications territoriales à « seulement » 34 000 km²¹. Toutefois, les négociations se révèlent plus complexes que ne s'y attendait Beijing et ce, pour plusieurs raisons. Les autorités centre-asiatiques, inquiètes d'un nouvel hégémonisme chinois qui succéderait à plus d'un siècle de domination russo-soviétique, ne cèdent pas facilement. La fierté d'une indépendance tout juste acquise ne peut, par ailleurs, que difficilement être altérée par la perte de territoires, d'autant plus que le sentiment sinophobe reste particulièrement élevé dans les sociétés centre-asiatiques. Enfin, la menace du terrorisme international freine les négociations concernant la surveillance des frontières. Une dizaine d'années sera donc nécessaire pour régler définitivement les litiges frontaliers entre l'Asie centrale et la Chine, alors que ceux de l'empire du Milieu avec le Népal, le Pakistan, l'Afghanistan et la Mongolie ont été bien plus brefs.

Néanmoins, au regard du lourd contentieux de la Chine avec le régime soviétique, cette période apparaît relativement courte et le processus s'est déroulé de manière pacifique. Les autorités centre-asiatiques, en position de faiblesse politique et économique face au voisin chinois, ont préféré céder des portions de territoire afin de mettre fin à une situation conflictuelle latente qui entravait le développement des relations commerciales. Ces concessions territoriales ont cependant été mal reçues par la population, en particulier au Kirghizstan. De leur côté, les autorités chinoises ont démontré leur flexibilité et leur usage

¹ La Chine réclame au Kazakhstan 2 235 km² répartis en onze zones (dont certaines ne font qu'une dizaine de km²), au Kirghizstan 3 728 km² répartis en cinq zones, mais maintient la quasi-totalité de ses revendications à l'encontre du Tadjikistan, dont elle exige une grande partie du Pamir (28 430 km²), soit un cinquième de la superficie du pays.

pragmatique des « traités inégaux » à des fins de pression politique et économique. Beijing s'est contentée d'une cession de territoires d'une surface bien inférieure à ses demandes originelles, mais ceux-ci ont une viabilité économique et stratégique réelle (accès aux fleuves, aux richesses du sous-sol ou aux cols des montagnes). Elle a obtenu la reconnaissance symbolique de l'illégalité des traités du XIX^e siècle par la signature de nouveaux accords, en 1994 avec le Kazakhstan (les zones encore en litige sont réglées par un second traité en 1999), en 1996 avec le Kirghizstan (là encore, les zones litigieuses sont réglées en 1999), et en 2002 avec le Tadjikistan.

Si la Chine s'est résolue à ces traités, c'est également par volonté de se garantir des alliés politiques et de nouveaux marchés afin de contrer la présence américaine grandissante de la fin des années 1990. Les questions frontalières étant réglées, Beijing a immédiatement amorcé une politique commerciale offensive à l'égard de l'Asie centrale et renforcé sa présence dans la région en s'investissant massivement dans l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). L'un des principaux enjeux du Groupe de Shanghai, créé en 1996, était de négocier le règlement des frontières et de signer des accords de confiance concernant non seulement la délimitation des frontières, mais également leur démilitarisation. Rapidement, le groupe envisage d'étendre son domaine de compétence de la sécurisation des frontières à la stabilité régionale globale. En juin 2001, le Groupe de Shanghai, auquel s'adjoint un Ouzbékistan jusque-là réticent, se transforme en une Organisation dont le texte fondateur postule la lutte commune contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme, reprenant ainsi à son compte la terminologie chinoise des « trois maux » (*san gu shili*).

L'OCS n'a pas vocation à devenir une organisation supranationale rognant une part de la souveraineté de ses membres. Si la coopération militaire constitue l'un de ses principaux axes de travail, les Etats connaissent de nombreux désaccords dans ce domaine et la méfiance réciproque entre cercles militaires reste de mise. Les exercices multilatéraux organisés depuis plusieurs années ne font en aucun cas acte de la capacité de l'Organisation à faire face à des menaces communes : l'OCS a aidé à structurer les négociations multilatérales concernant les frontières mais n'a jamais réussi à organiser des actions de paix, à l'intérieur ou à l'extérieur de sa zone. N'ayant pas été conçue comme un accord de sécurité collective, elle ne dispose pas d'une structure militaire constituée comme l'Organisation du traité de sécurité collective de la CEI (OTSC), qui comprend par exemple la vente de matériel technologique aux Etats membres. Elle ne se présente pas non plus comme une alliance de défense militaire à l'image de l'OTAN et ne cherche pas à créer des unités militaires ou de police multilatérales. En dépit de la mise en place d'une Structure anti-terroriste (RATS) à Tachkent et de la tenue de manœuvres conjointes, cette dynamique sécuritaire multilatérale reste embryonnaire ; elle permet néanmoins l'échange d'informations et un dialogue doctrinal qui facilite une meilleure compréhension entre les structures de sécurité.

L'extension des compétences de l'OCS, en particulier dans le domaine économique, suscite également des débats entre Etats membres qui révèlent leurs intérêts divergents, voire contradictoires. Dorénavant, deux vecteurs s'opposent, le sécuritaire et l'économique. Ceux-ci ne sont pas exclusifs en soi mais ils ne semblent pas pouvoir être considérés tous deux comme prioritaires au regard d'un budget communautaire limité. La Chine est bien évidemment le principal moteur de cette réorientation économique de l'OCS, en laquelle elle

voit une opportunité pour le développement du « Grand Ouest » et la conquête de nouveaux marchés. De son côté, Moscou invoque la différence de niveau économique entre les Etats et argue qu'une zone franche n'est possible qu'entre pays de même niveau de développement. Certains secteurs semblent toutefois être de plus en plus nettement privilégiés : bien que les négociations énergétiques s'inscrivent dans un cadre principalement bilatéral, depuis le sommet de Bichkek d'août 2007, Moscou et les capitales d'Asie centrale ont affirmé vouloir mener des négociations collectives dans le domaine énergétique (corridor de transport entre la Chine et la mer Caspienne via la Russie et l'Asie centrale) afin de profiter de la volonté d'implantation chinoise et de disposer, via Beijing, d'alternatives en cas de désaccords avec leurs partenaires occidentaux.

En une dizaine d'années, l'OCS et son précurseur, le Groupe de Shanghai, ont connu d'indéniables succès : ils ont permis d'atténuer les tensions historiques anciennes entre monde russe et monde chinois, d'élaborer des mécanismes de coopération pour aider les Etats de l'ex-URSS à mieux connaître leur voisin chinois et de mettre au point un discours commun sur les menaces auxquelles les Etats de la région s'estiment confrontés. Sur le plan géopolitique, l'OCS bénéficie d'une reconnaissance internationale que tous les Etats de la région attendaient, bien que le Turkménistan reste encore à l'écart, malgré le rapprochement effectué par le président Gurbanguly Berdymukhammedov depuis son entrée en fonction en février 2007. Une fois ce seuil de développement et d'institutionnalisation atteint, l'Organisation fait face à de nouveaux défis. Sur le plan économique, elle n'a pas réussi à concurrencer la Communauté économique eurasiennne. Seul le domaine énergétique, en particulier les hydrocarbures, est reconnu par les Etats membres comme l'un des moteurs de la coopération régionale, dans l'espoir de créer un club énergétique influent sur la scène internationale. Sur le plan stratégique, l'OCS est apparemment très active, mais ses activités se cantonnent bien souvent au stade des déclarations d'intention. Le manque de coordination entre les Etats est évident, la volonté d'échanger des informations restreinte, les moyens financiers bien trop limités, la structure bureaucratique faible.

Par ailleurs, l'orientation potentiellement anti-occidentale de l'OCS pose problème à tous les membres : si ceux-ci tentent indéniablement de faire contrepoids à l'influence occidentale sur le vieux continent, aucun Etat de la région ne souhaite mener une politique agressive directe envers les intérêts américains. L'apparente entente des Etats membres ne doit donc pas tromper : Russie et Chine sont en partie concurrentes pour la maîtrise des ressources énergétiques centre-asiatiques ; Russie, Chine et Kazakhstan veulent spécialiser l'Organisation sur les questions énergétiques tandis que les petits pays comme le Kirghizstan et le Tadjikistan donnent leur préférence aux questions de sécurité régionale et de lutte contre le terrorisme. Les démonstrations de coopération dans le domaine militaire et la publicité bruyante faite autour des exercices militaires communs d'août 2007 sont au cœur de la propagande de l'OCS en direction de la communauté internationale, confirmant avant tout le besoin de Moscou et de Beijing de se voir reconnaître un statut de grande puissance. Toutefois, la présence chinoise en Asie centrale est loin de se limiter à ce cadre multilatéral : bien au contraire, son implantation touche des domaines économiques principalement bilatéraux (*cf. infra*).

Le syndrome du « péril jaune » : les peurs migratoires

L'arrivée de la Chine dans le paysage centre-asiatique suscite également des inquiétudes, en particulier dans le domaine des migrations. Depuis le début des années 1990, l'Asie centrale se trouve à un carrefour migratoire important. Lieu d'émigration des minorités russes et « européennes » (Allemands, Polonais, etc.) et des nationaux à la recherche d'un emploi en Russie, l'Asie centrale est également devenue, en quelques années seulement, une destination d'accueil pour un certain nombre de migrants chinois. Les discours sur le « péril jaune » ont pris une grande ampleur dans les journaux, principalement kazakhs et kirghizes, qui annoncent régulièrement la constitution de « Chinatowns » à Almaty et Bichkek, liant la montée de la criminalité à l'arrivée clandestine de nombreux Chinois. Ces clichés médiatiques s'inspirent directement de ceux en vigueur en Russie et n'en constituent bien souvent que la simple reproduction, sans s'appuyer sur des faits réels.

Par leur proximité géographique avec la Chine, le Kirghizstan et le Kazakhstan sont les plus concernés par ces flux migratoires. Dès 1988, l'Union soviétique et la RPC signent un accord autorisant leurs citoyens frontaliers à circuler sans visa. Les républiques socialistes soviétiques kazakhe et kirghize sont alors jumelées avec le Xinjiang et de premiers flux transfrontaliers s'organisent, principalement de petits commerçants de nationalité kazakhe, kirghize, doungane et ouigoure. Au Kazakhstan, cette circulation sans visa est supprimée dès 1994, lorsque les autorités, inquiètes de leur incapacité à réguler ces flux, décident de freiner la présence chinoise. Au Kirghizstan, le système de circulation sans visa avec la Chine n'est aboli que tardivement, en 2003 ; jusqu'à cette date, les citoyens chinois franchissent librement la frontière kirghize pour se rendre au Kazakhstan ou en Russie. Au Tadjikistan, des procédures simplifiées de passage de la frontière ont été mises en place récemment afin de dynamiser la passe de Kulma-Kalasu et une première petite communauté chinoise est en train de se constituer. Les deux autres Etats, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, mènent une politique d'entrée sur leur territoire particulièrement restrictive et ne connaissent pas encore de flux importants en provenance de Chine.

Ces flux migratoires sont très difficiles à mesurer de manière fiable puisqu'ils sont majoritairement illégaux. Les chiffres officiels donnés par les services douaniers des ministères de l'Intérieur font état de seulement quelques dizaines de milliers de citoyens chinois passant chaque année officiellement la frontière : 30 000 au Kazakhstan et un nombre à peu près égal au Kirghizstan, en 2006. Ces migrants peuvent être classés en plusieurs catégories, professionnelles mais également ethniques. En effet, au Kazakhstan, la majorité de ces migrants officiels sont des *Oralman*, c'est-à-dire des Kazakhs de Chine qui profitent de la politique de rapatriement proposée par Astana pour venir s'installer définitivement dans le pays. Au Kirghizstan, les Kirghizes de Chine constituent également un pourcentage conséquent de ces migrations, mais dans une proportion moindre au vu du peu d'attrait que suscite l'économie kirghize. Ces « retournants », au total près de 500 000 Kazakhs et plusieurs dizaines de milliers de Kirghizes, connaissent de grandes difficultés à s'adapter à leur nouvel environnement, en particulier par leur méconnaissance souvent totale de la langue russe.

Les Chinois han qui séjournent légalement en Asie centrale ne constituent donc qu'un faible pourcentage des migrations officielles. Au Kazakhstan, les 5 000 Chinois han enregistrés se divisent en salariés des grandes sociétés chinoises implantées sur place, en particulier dans le domaine énergétique, en employés du secteur de la construction (le Kazakhstan est le pays de la CEI qui compte le plus de Chinois dans ce domaine), et en commerçants. Ils sont principalement basés dans les deux grandes régions frontalières de la Chine, celle d'Almaty et celle du Nord-Est (Ust-Kamenogorsk), ainsi que dans les grandes villes du pays comme Astana, Aktobe et, dans une moindre mesure, Atyrau, Kzyl-Orda, Mangystau. Ceux qui sont basés dans les deux régions frontalières travaillent principalement dans le secteur du commerce (petites ou grosses entreprises d'import-export), tandis que ceux des grandes villes sont employés par les sociétés chinoises ou les *joint-ventures* sino-kazakhes². Au Kirghizstan, les Chinois han sont relativement peu nombreux à travailler dans de grandes entreprises, celles-ci n'existant presque pas sur le marché kirghize, mais ils ont massivement investi le secteur commercial.

Ces migrants officiels, majoritairement urbains avant leur départ, ont un niveau moyen ou élevé de qualification professionnelle ; ils n'appartiennent pas aux milieux ruraux les plus défavorisés de la Chine centrale. Très peu d'entre eux souhaitant s'installer définitivement en Asie centrale, ils n'ont pas demandé de permis de travail permanent ou entamé une procédure de naturalisation. Leur durée de séjour dans le pays est de quelques années, avec pour objectif unique d'accumuler du capital afin de pouvoir démarrer une entreprise ou développer une activité en Chine ou dans un pays d'Europe occidentale. En Asie centrale, beaucoup vivent en communautés fermées, logés dans des hôtels appartenant à la société qui les emploie ou dans des bâtiments qu'ils louent dans leur totalité. Leur taux de mariage avec des Centre-Asiatiques est extrêmement réduit, signe de leur faible intégration dans les sociétés d'accueil. On note toutefois un développement rapide des infrastructures encadrant cette diaspora naissante : agences touristiques organisant les formalités administratives, banques spécifiques réservées aux citoyens chinois, restaurants, centres médicaux, hôtels, pressings, etc., ce qui laisse présager que le nombre de migrants qui se décideront à rester en Asie centrale pour une longue période est appelé à s'accroître.

Le principal problème migratoire auquel sont confrontés le Kazakhstan et le Kirghizstan reste celui des migrations illégales. Les experts russes annoncent souvent 300 000 Chinois pour le Kazakhstan et un nombre similaire pour le Kirghizstan, mais ce chiffre élevé paraît peu probable. Le service douanier du Comité de défense nationale du Kazakhstan estime de son côté que ce flux est d'environ 100 000 personnes par an, en augmentation rapide, il est vrai. Ces migrants viennent soit avec un visa de tourisme, soit avec une invitation de travail de 30 jours délivrée par des firmes chinoises ou centre-asiatiques spécialisées dans ce type de services, puis prolongent sur place leur séjour de 90 jours auprès des organes compétents. Ensuite, certains restent travailler sur place dans l'illégalité, d'autres partent en Russie, la majorité d'entre eux rentrent en Chine pour recommencer la procédure administrative afin

² Afin de faciliter la lecture, j'emploie ici les adjectifs de kazakh, kirghiz, ouzbek, tadjik et turkmène dans leur sens le plus général relatif à l'Etat en question, bien que l'usage scientifique strict invite à utiliser dans ce cas les adjectifs de kazakhstanais, kirghizstanais, ouzbékistanais, tadjikistanais et turkménistanais afin de dissocier l'ensemble des citoyens des représentants de la nationalité éponyme.

de revenir. Ces immigrés clandestins travaillent dans des entreprises chinoises ou kazakhes, principalement dans la construction (cimenteries, briqueteries), ainsi que dans le petit commerce qui nécessite précisément de la mobilité territoriale et de nombreux allers-retours entre pays d'origine et pays d'accueil. Ces immigrés clandestins sont au centre de l'attention de la presse centre-asiatique, tout comme des organes de sécurité, qui y voient un milieu potentiellement criminel et mafieux.

Près de 15 millions de Chinois arrivant sur le marché national du travail chaque année, il est probable que ces flux migratoires continueront à se développer, en particulier en réponse au besoin de main-d'œuvre que le Kazakhstan connaîtra si sa croissance économique se poursuit dans les années à venir. L'ensemble de ces migrants chinois han, légaux comme clandestins, occupent des niches professionnelles qui ne font pas concurrence aux populations locales. Les ingénieurs et techniciens invités par les sociétés chinoises ou les *joint-ventures* ont des compétences que n'ont pas les Centre-Asiatiques, tandis que les immigrés clandestins occupent des postes mal rémunérés, en particulier dans la construction, que les travailleurs locaux dédaignent. Seuls les commerçants chinois installés au Kirghizstan sont en concurrence directe avec les petits commerçants kirghizes et doivent se partager la même niche économique. De nombreux conflits ont ainsi éclaté sur les bazars kirghizes entre commerçants han, ouïgours et kirghizes.

L'Asie centrale se trouve donc dans une situation paradoxale, puisqu'elle est à la fois en excédent et en déficit de main-d'œuvre. Le Kirghizstan, en particulier, voit sa propre population émigrer afin de trouver des conditions de travail meilleures en Russie, alors qu'il accueille des migrants chinois qui occupent les niches de travail délaissées. Ce double flux migratoire, bien qu'il reste en réalité peu comparable numériquement (les migrations chinoises n'ont pas l'ampleur des migrations centre-asiatiques), suscite des discours alarmistes sur l'expansion vers le Nord de la Chine : l'Asie centrale se dépeuplerait de ses nationaux pour se peupler de Chinois. La question de l'influence politique et culturelle de la Chine dans la région se pose alors.

Au centre des enjeux, l'influence politique et culturelle de la Chine

La question de la montée de l'influence politique de la Chine en Asie centrale est une question sensible à laquelle aucun expert local n'apporte de réponse univoque. La notion de lobby idéologique ne correspond pas au fonctionnement de la vie politique centre-asiatique : il n'existe pas, pour l'instant, de groupes d'influence constitués défendant des choix fondés sur des convictions politiques, mais uniquement des regroupements en fonction de la défense d'intérêts personnels ou collectifs (régionaux, claniques, corporatistes). Si l'on peut identifier des personnalités politiques de sensibilité pro-russe ou pro-occidentale dans chacune des républiques, il est très difficile de cerner des figures pro-chinoises parmi les classes dirigeantes. Ainsi, tous les experts locaux récusent le discours, très répandu en Occident, selon lequel Karim Massimov, Premier ministre du Kazakhstan depuis janvier

2007, doit être considéré comme un représentant du « lobby chinois » : d'origine ouïgoure, parlant chinois, ancien représentant du ministère des Affaires étrangères kazakh à Urumqi et ancien directeur de la Maison commerciale kazakhe à Hong Kong, il est en effet sinophile. Pourtant, la politique pro-chinoise du Kazakhstan aurait également été poursuivie par un autre Premier ministre, car l'enjeu se formule au niveau de l'Etat, non de la personnalité des dirigeants.

L'influence chinoise se fait sentir au plus haut niveau : les décisions concernant les relations avec Beijing et l'implantation des grandes sociétés chinoises en Asie centrale sont prises directement par les présidents. Les autorités chinoises ont à leur disposition des moyens de pression élevés sur les cercles dirigeants et ont par exemple forcé les gouvernements kazakh et kirghize à réduire au silence leur diaspora ouïgoure. Par ailleurs, malgré les craintes que suscite cette montée en puissance du grand voisin, tous les Etats centre-asiatiques jouent une carte pro-chinoise qui leur permet de se désenclaver du « Grand jeu » traditionnel russo-occidental. Il est toutefois exact que Beijing sait également acheter, au sens premier du terme, ses partenaires, puisque de nombreuses affaires de corruption ont été révélées lors de l'implantation de la China National Petroleum Corporation (CNPC) sur le territoire kazakh. Néanmoins, il ne semble pas que des lobbies structurés, financés par de l'argent chinois, puissent s'autonomiser par rapport au pouvoir politique, encore moins aller à l'encontre des décisions prises en haut lieu.

Dans des cercles politiques plus larges, cette présence chinoise ne laisse pas indifférent : elle constitue même l'un des thèmes fétiches de l'opposition politique au Kazakhstan et au Kirghizstan, qui cherche à travers elle à accuser les dirigeants de brader le pays aux intérêts chinois. Ainsi, au Kazakhstan, l'ancien premier ambassadeur de Chine, le célèbre orientaliste Murat Auezov, longtemps membre des diverses plateformes démocratiques d'opposition à Nursultan Nazarbaev, a accusé à plusieurs reprises les autorités d'avoir cédé à la Chine sur la question des frontières et des fleuves transfrontaliers. L'entrée offensive de Beijing sur le marché énergétique kazakh suscite également de vives réactions au sein même des milieux officiels. Ainsi, à l'automne 2006, plusieurs membres du Parlement se sont inquiétés des nombreux achats chinois de gisements pétroliers. Le député Valeri Kotovitch, membre du parti présidentiel Otan, a déclaré que le pays était en train de perdre son indépendance énergétique et a avancé des chiffres faussés, en particulier celui selon lequel la Chine allait dorénavant contrôler près de 40 % de la production pétrolière kazakhe³.

Au Kirghizstan, la ratification, en 2002, du traité de 1999 sur les frontières, qui a vu Bichkek céder à la Chine 90 000 hectares dans la région d'Uzengi-Kuush, à la jonction des districts d'Issyk-Kul et de Naryn, a suscité les foudres de l'opposition, qui a cherché à jouer sur la corde nationaliste pour renverser le pouvoir. Pendant plusieurs mois, le Parlement, révolté d'être mis devant le fait accompli puisque les gardes frontières avaient déjà entamé la démarcation matérielle de la frontière, a refusé de ratifier le traité. Le député Azimbek

³ « Kitaem vedetsja bol'shaja rabota po priobreteniju rjada neftjanyx kompanij, rabotajushchix v Kazaxstane » [La Chine mène un grand travail d'acquisition de compagnies pétrolières implantées au Kazakhstan], *Nomad*, 2 novembre 2006, <http://www.nomad.su/?a=3-200611020217>

Beknazarov, alors président du Comité parlementaire pour les affaires judiciaires et grande figure de la vie politique du Sud du pays, a tenté de lancer une procédure de destitution du Président kirghize, arguant que toute modification de l'intégrité territoriale du pays nécessitait la tenue d'un référendum. Le Parlement kirghize a même évoqué une dénonciation des accords de 1996 et 1999, certains députés assurant que Beijing, ayant reconnu le Kirghizstan dès son indépendance, n'avait pas contesté ses frontières.

Si la Chine ne dispose pas encore de lobby constitué, il est probable qu'elle cherche, à long terme, à en constituer, comme cela semble se dessiner en Russie. Beijing poursuit en effet une tradition ancienne, celle de coopter les élites des pays voisins en les faisant bénéficier de ses traditions intellectuelles. Ainsi, depuis plusieurs années, la Chine a entrepris de muscler son influence culturelle en Asie centrale, un phénomène qui a été bien reçu parmi les jeunes générations à la recherche de débouchés professionnels rentables. La mode des études en Chine a pris toute son ampleur à partir de 2005, principalement au Kazakhstan, mais également au Kirghizstan et, plus modestement, au Tadjikistan et en Ouzbékistan. Au Kazakhstan et au Kirghizstan, toutes les grandes universités ainsi que les établissements d'enseignement supérieur technique prestigieux, publics ou privés, proposent dorénavant à leurs étudiants des formations en chinois, intégrées aux cursus les plus appréciés, relations internationales, marketing, économie mondiale, ingénierie, etc. Au Kazakhstan, le chinois est devenu en très peu d'années la seconde langue étrangère enseignée à l'université après l'anglais⁴. Si ce processus n'est pas impulsé directement par Beijing, mais par les Centre-Asiatiques eux-mêmes, les ambassades de Chine aident au développement de cet enseignement en fournissant les manuels, en finançant l'envoi des étudiants pour des stages linguistiques en Chine et en ouvrant des instituts Confucius à Bichkek, Tachkent, Almaty, Astana et Douchanbe⁵.

Ces milieux estudiantins orientés vers la Chine constituent une nouvelle « diaspora » centre-asiatique dans l'empire du Milieu : le Kazakhstan compte au moins 3 000 étudiants en RPC, un chiffre important pour un pays de 15 millions d'habitants. Alors que les études supérieures à l'étranger sont au cœur des stratégies de promotion sociale des classes moyennes et des élites d'Asie centrale, la Chine offre de nouvelles opportunités professionnelles. Jusqu'à présent, les étudiants appartenant aux classes sociales supérieures se rendent en Occident pour leurs études (Etats-Unis, Grande-Bretagne, reste de l'Europe de l'Ouest, Turquie), tandis que la Russie attire à elle des milieux diversifiés : enfants de l'élite, bien évidemment, mais également classes moyennes cherchant à émigrer en Russie grâce à l'obtention de diplômes techniques dans des universités de province, surtout en Sibérie. L'ouverture du marché chinois de l'enseignement change la donne : les universités chinoises sont moins chères que les russes (et bien évidemment que les occidentales), la vie quotidienne y est bon marché, l'obtention de logements en cité universitaire plus facile, les administrations

⁴ Au Kazakhstan, le russe n'est pas considéré comme une langue étrangère puisqu'il a le statut de langue de communication interethnique.

⁵ Certains instituts Confucius sont déjà opérationnels, comme à Bichkek, Tachkent et Astana, d'autres sont censés ouvrir à la rentrée universitaire 2008, comme à Almaty, à Douchanbe et un second à Bichkek.

proposent des tarifs négociés aux boursiers centre-asiatiques qu'elles sélectionnent. Ainsi, si les grandes universités chinoises de Shanghai et Beijing restent chères (un étudiant y a besoin d'un budget d'environ 5 000 dollars par an), il est possible de suivre de nombreux cursus dans les universités de province, en particulier à Urumqi, Lanzhou et Xi'an, dont les frais sont moindres (environ 3 000 dollars), voire de se limiter, pour les plus modestes, aux établissements d'enseignement supérieur des petites villes frontalières, comme par exemple l'Institut pédagogique (Ecole normale) de Kuldja, qui nécessite un budget d'environ 1 500 dollars⁶.

Bien évidemment, le coût de réussite d'un cursus en Chine est supérieur à celui d'un cursus similaire en Russie ou en Occident, puisqu'il exige l'apprentissage préalable du chinois, mais il offre des opportunités professionnelles bien supérieures. En effet, de nombreuses entreprises chinoises installées en Asie centrale, mais également les sociétés centre-asiatiques basées en Chine sont à la recherche de spécialistes capables de parler chinois, ainsi que de traducteurs et interprètes de qualité. De tous les entretiens menés avec cette diaspora estudiantine, il ressort que la Chine est perçue comme un débouché professionnel d'avenir qui ne sera pas soumis à des tergiversations géopolitiques : que les Etats d'Asie centrale s'orientent vers l'Occident ou vers la Russie, le voisinage de l'empire du Milieu restera inchangé. Cette « donne chinoise » est appréhendée sur un mode pragmatique : si la Russie et l'Occident cherchent à manipuler l'Asie centrale en fonction de leurs propres intérêts, la Chine se voit créditée non pas d'absence d'intérêts nationaux, mais de capacité à favoriser ceux de l'Asie centrale à long terme. Une carrière fondée sur la connaissance du chinois est donc comprise comme un atout professionnel qui survivra à tous les risques politiques. Elle garantit en outre une promotion sociale extrêmement rapide, soit dans l'administration publique, soit dans le privé (commerce, transit, fret, encadrement juridique, traduction, etc.)⁷.

LA DIVERSIFICATION DE LA PUISSANCE ECONOMIQUE CHINOISE EN ASIE CENTRALE

La Chine est devenue un acteur économique de premier plan en Asie centrale : dans le secteur commercial, les marchandises chinoises occupent une large part des marchés centre-asiatiques ; dans le domaine des hydrocarbures, les grandes sociétés chinoises sont offensives et efficaces ; dans celui des infrastructures, Beijing est appréciée pour son rôle dans le désenclavement des Etats les plus faibles, Tadjikistan et Kirghizstan. L'Asie centrale constitue un nouveau marché pour les productions chinoises et ouvre sur la Russie dans

⁶ Entretiens avec les étudiants centre-asiatiques de l'université Qinghua et de l'université Beida, Beijing, mai 2008.

⁷ *Ibid.*

son ensemble : plusieurs projets de fusion entre l'OCS et la Communauté économique eurasiennne ont même été évoqués par les autorités chinoises. Pour mener à bien ses stratégies d'implantation, la Chine dispose de plusieurs atouts. Les pays d'Asie centrale, à l'exception notable du Kazakhstan, sont considérés par de nombreuses firmes occidentales comme des pays à risques où les conditions d'investissement sont peu favorables, voire aléatoires. Les autorités locales sont donc à la recherche de partenaires étrangers pragmatiques peu soucieux des conditions politiques et capables d'investir tant dans des gros projets que dans des chantiers ponctuels de petite et moyenne ampleur, ce qui est le cas de la Chine. Les entreprises chinoises s'implantent principalement par des accords bilatéraux entre Etats, réussissant ainsi à contourner un environnement des affaires déficient. Par ailleurs, Beijing accorde de l'importance à un secteur trop souvent délaissé, celui de l'encadrement bancaire : il permet aux Etats centre-asiatiques, dont les systèmes bancaires, là encore à l'exception du Kazakhstan, sont peu structurés, de monter des projets financièrement lourds grâce au partenariat chinois.

Historique des relations commerciales sino-centre-asiatiques

Les relations commerciales sino-centre-asiatiques doivent faire face à de multiples problèmes. Le premier est géographique : les monts du Tian-Shan, ceux du Pamir et le désert du Taklamaklan ne facilitent pas le développement des échanges et un désenclavement rapide de la région. Des deux côtés de la frontière, les régions concernées sont relativement peu peuplées (moins de 60 millions d'habitants pour les cinq Etats postsoviétiques et 20 millions d'habitants pour le Xinjiang) et les distances particulièrement longues avant de rejoindre les grands centres urbains, qu'ils soient situés en Chine orientale ou en Sibérie. Le deuxième frein au développement plonge ses racines dans l'histoire du XX^e siècle : la frontière sino-soviétique a toujours été l'une des plus fermées du monde et aucun point de passage commercial régulier n'était ouvert entre les républiques fédérées d'Asie centrale et la région autonome du Xinjiang, malgré certaines tentatives au début des années 1950 et dans les années 1980. Les villes frontalières, considérées comme des zones stratégiques, nécessitaient des permis spéciaux, les installations militaires y étaient nombreuses, les habitants étaient particulièrement contrôlés et les populations considérées dans leur globalité comme potentiellement peu loyales au pouvoir central, celui de Moscou comme celui de Beijing.

Après la chute de l'Union soviétique en 1991, les nouveaux Etats ont dû mettre en place l'ensemble des infrastructures permettant de développer leurs échanges avec la Chine : postes frontaliers, routes, chemins de fer, réseaux électriques, pipelines, etc. En deux décennies, les échanges sino-centre-asiatiques ont connu trois grandes phases. Une première période couvre les années 1992-1996. Elle est marquée par l'ouverture du premier poste-frontalier sino-kazakh de Dostyk-Alatau et la signature de multiples traités d'amitié et de coopération entre les nouveaux Etats et la Chine. Un premier commerce de valise s'organise des deux

côtés de la frontière, principalement pris en main, du côté chinois, par les Ouïgours. Du côté centre-asiatique, un rôle particulier semble avoir été dévolu aux Dounganes, dont la connaissance du chinois facilite les contacts. Le volume des échanges se situe alors entre 350 et 700 millions de dollars annuels. Bien que d'une ampleur jusqu'alors inconnue, ces premiers échanges s'inscrivent dans une certaine continuité historique : malgré des frontières officiellement fermées dans la deuxième moitié du XX^e siècle, des relations ponctuelles entre populations locales ont toujours été maintenues grâce aux réseaux familiaux, claniques ou régionaux⁸.

Les années 1997-2001 constituent une deuxième période, durant laquelle les échanges sino-centre-asiatiques connaissent une progression lente mais sensible d'environ 25 %. Passé une première phase de promesses et d'espoirs, la crise économique dans laquelle sont plongés les Etats centre-asiatiques, aggravée par le krach russe de l'été 1998, ne facilite pas l'implantation des sociétés chinoises. Les relations diplomatiques restent compliquées par le règlement des litiges frontaliers, le renouveau des tensions séparatistes au Xinjiang et les pressions politiques de Beijing sur les gouvernements centre-asiatiques, qui donnent de la Chine une image négative dans la région. Durant cette seconde phase, les Ouïgours perdent la place prépondérante qu'ils occupaient dans le développement du commerce frontalier et sont remplacés par des Han : Beijing souhaite en effet que ces échanges ne renforcent pas les liens culturels et politiques de sa minorité musulmane avec les nouveaux Etats indépendants.

Une troisième phase de l'histoire des relations sino-centre-asiatiques commence en 2002 : les questions politiques ayant été réglées (litiges frontaliers) ou écartées (séparatisme ouïgour), les orientations sont dorénavant bien plus pragmatiques et fondées sur une coopération économique mutuellement avantageuse. Cette troisième phase est marquée par le boom des échanges commerciaux, la confirmation de l'implantation chinoise en Asie centrale dans des secteurs clés comme les hydrocarbures et les infrastructures, le développement économique du Xinjiang et le renforcement du rôle de l'OCS. Entre 2002 et 2003, les échanges commerciaux augmentent de plus de 200 %, passant d'environ un milliard de dollars à plus de trois milliards annuels. Une hausse exponentielle de 150 % se poursuit entre 2004 et 2006, les échanges atteignant alors plus de 13 milliards de dollars. Cette dynamique, qui avait été jusque-là principalement limitée au Kazakhstan et au Kirghizstan, touche dorénavant tous les Etats : le Tadjikistan depuis l'ouverture de son poste frontalier avec la Chine en 2004, l'Ouzbékistan depuis sa réorientation géopolitique de 2005 suite aux événements d'Andijan, et potentiellement le Turkménistan depuis le décès du président Saparmurad Niazov en décembre 2006, qui réintroduit le pays sur la scène régionale et le rouvre à l'influence économique chinoise.

⁸ Enquête de terrain menée en juin 2004 dans le Pamir : les populations kirghizes de la région de Murghab affirment avoir toujours eu des échanges avec les Kirghizes installés en RPC et en Afghanistan à la période soviétique et avoir organisé régulièrement des foires de troc fondées sur les réseaux familiaux.

La structuration du commerce sino-centre-asiatique

Malgré la bonne volonté des autorités, la méfiance reste parfois encore de mise, justifiée par des peurs politiques (séparatisme ouïgour du côté chinois) ou des peurs sociales (« déferlement » de migrants chinois du côté centre-asiatique). À l'exception du Kirghizstan jusqu'en 2003, l'existence de systèmes de visa n'a pas facilité la circulation des hommes d'affaires, et il a fallu attendre ces dernières années pour que des procédures simplifiées soient instaurées (obtention du visa aux frontières sans demande préalable). En outre, seuls la Chine et le Kirghizstan sont pour l'instant membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et bénéficient à ce titre d'accords commerciaux en matière de droits de douane et d'obligations tarifaires. À l'exception de l'Ouzbékistan, qui pratique un fort protectionnisme, le niveau des droits de douane des Etats centre-asiatiques est relativement faible, ce qui est en soi favorable au développement du commerce, mais les produits chinois les plus diffusés en Asie centrale sont souvent soumis à des régimes spéciaux (textile, jouets, chaussures, petit matériel électrique et électronique). Par ailleurs, les hommes d'affaires chinois se plaignent d'un environnement législatif peu favorable aux investissements, dénonçant tout particulièrement la corruption et l'absence récurrente de contrats.

Beijing et Bichkek soutiennent énergiquement la candidature du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan à l'OMC⁹ afin d'harmoniser les échanges grandissants des membres de la Communauté économique eurasiennne avec la Chine. Tant les Etats centre-asiatiques que la Chine ont en effet intérêt à développer leurs relations, puisque leurs économies sont plus complémentaires que concurrentielles. Ainsi, la Chine exporte en Asie centrale des produits de consommation à bas prix qui correspondent au faible niveau de vie des populations centre-asiatiques, alors que les produits russes, turcs et iraniens, sans même parler des produits occidentaux, sont trop coûteux. Plus de 85 % des exportations chinoises en Asie centrale sont ainsi constituées de produits finis diversifiés : produits de consommation courante, agroalimentaire, machinerie, textile, chaussures, électronique, produits pharmaceutiques, pièces détachées automobiles, etc. De son côté, l'Asie centrale exporte pour plus de 85 % des matériaux bruts, pétrole, métaux ferreux et non ferreux. Comme le montrent Hsiu-Ling Wu et Chien-Hsun Chen, les exportations centre-asiatiques sont particulièrement peu diversifiées : le Kazakhstan exporte en Chine un quart de pétrole, un quart de métaux non ferreux, un quart de fer, d'acier et d'autres métaux. Le Kirghizstan y exporte un tiers de métaux, 20 % de produits chimiques et un quart de métaux non ferreux.

Selon Gaël Raballand et Agnès Andrézy, le commerce sino-centre-asiatique peut être divisé en trois catégories : premièrement, les échanges frontaliers, principalement dominés par le commerce de valise (*shuttle trade*). Les stratégies de troc (*barter*), par exemple l'échange de peaux contre des produits alimentaires, semblent encore importantes avec le Kirghizstan et le Tadjikistan, les populations frontalières de ces deux pays vivant dans des économies partiellement démonétarisées. Deuxièmement, le commerce organisé par les corps de

⁹ Seul le Turkménistan n'a pas déposé sa candidature à l'OMC.

production et de construction ou CCPX (*Xinjiang shengchan jianshe bingtuan*), instrument politique aux mains de Beijing, et qui compterait pour plus du tiers du commerce sino-centre-asiatique. Troisièmement, les entrepreneurs privés, qui ne sont plus des Ouigours, évincés dans la deuxième moitié des années 1990, mais des Han venant des provinces maritimes. Ils sont particulièrement nombreux à être originaires du Zhejiang, dont la ville de Wenzhou, considérée comme l'un des grands centres de l'entreprenariat chinois. Ainsi, plus de 80 000 commerçants de Wenzhou seraient installés au Xinjiang, principalement à Kachgar, et la moitié d'entre eux ferait du commerce avec l'Asie centrale.

Il reste difficile de porter un jugement sur les données chiffrées du commerce sino-centre-asiatique, puisqu'il s'agit de statistiques officielles qui prennent peu en compte la réalité du commerce frontalier, et encore moins les réseaux de contrebande. Par ailleurs, les informations données par la Chine, d'un côté, les Etats centre-asiatiques, de l'autre, sont souvent peu concordantes. Il est préférable de se fier aux statistiques chinoises car les hommes d'affaires chinois ont très peu d'incitations à sous-évaluer leurs exportations à destination de l'Asie centrale. Ainsi, la Chine annonce pour 2006 plus de 13 milliards de dollars de commerce, soit 23 % de plus que les données officielles centre-asiatiques. Les chiffres divergent tout particulièrement pour les échanges sino-kazakhs et sino-kirghizes, les deux pays où le commerce frontalier est le plus important. Ainsi, en 2005, le Kazakhstan aurait importé de Chine pour 1,2 milliard de dollars selon Astana, pour près de 4 milliards selon Beijing, et exporté pour 2 423 millions de dollars selon Astana, plus de 500 millions supplémentaires selon les chiffres chinois. Avec le Kirghizstan, les écarts sont encore plus marqués : pour 2005, les données chinoises sont dix fois supérieures aux données kirghizes (30 millions de dollars d'exportations et 100 millions d'importations selon Bichkek, 300 millions et 1 milliard selon Beijing).

Les écarts sont moindres (aux environs de 10 %) avec les trois autres Etats, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Pour le premier, les chiffres sont relativement concordants : 350 millions de dollars selon Beijing, 37 millions de moins, soit 11 %, selon Douchanbe. Pour les deux autres pays, le faible écart de calcul s'explique par l'importance des échanges au niveau étatique et le peu d'ampleur du petit commerce en raison de l'absence de frontières communes avec la Chine. Beijing annonce ainsi 900 millions de dollars d'échanges avec l'Ouzbékistan et 133 millions avec le Turkménistan. Selon Vladimir Paramonov et Aleksei Stokov, les échanges non pris en compte par les statistiques officielles atteindraient entre 4,5 et 6,5 milliards de dollars en 2006, dont près des deux-tiers pour le Kazakhstan, entre 500 et 800 millions de dollars pour le Kirghizstan, environ un demi-million pour l'Ouzbékistan, entre 100 et 200 millions pour le Tadjikistan, moins encore pour le Turkménistan. Ainsi, la valeur totale des échanges entre la Chine et l'Asie centrale pour l'année 2006 serait d'environ 18 milliards de dollars, et non 13 milliards, soit un chiffre déjà supérieur à celui du commerce russo-centre-asiatique.

Des relations commerciales particulièrement inégales

Le commerce sino-centre-asiatique est principalement un commerce sino-kazakh (70 % du total) et, plus précisément encore, un commerce entre le Kazakhstan et le Xinjiang. Astana est en effet devenue le second partenaire CEI de la Chine, après Moscou, et le premier partenaire du Xinjiang depuis de nombreuses années. Loin derrière le Kazakhstan, le commerce sino-centre-asiatique est occupé à égalité par l'Ouzbékistan et le Tadjikistan (9 % chacun), le Kirghizstan n'étant qu'à 7 % et le Turkménistan à 2 %. Ces chiffres sont cependant appelés à évoluer. Le Turkménistan disposera par exemple d'une place de plus en plus importante si les contrats gaziers signés entre Achgabad et Beijing se concrétisent. Le poids étonnamment faible du commerce sino-kirghize, qui s'explique par la faiblesse intrinsèque de l'économie kirghize, est compensé par le développement du transit : le Kirghizstan est en effet devenu en quelques années seulement l'un des principaux lieux de réexportation des produits chinois en Asie centrale. Le bazar de Dordoï à Bichkek sert de plaque tournante aux produits chinois expédiés en direction du Kazakhstan et de la Russie, tout comme celui de Karasuu, dans la vallée du Ferghana, qui alimente directement le marché ouzbek. Le commerce sino-ouzbek, quant à lui, est en réalité bien supérieur aux chiffres donnés, mais il reste difficile à mesurer puisqu'il transite quasi exclusivement par le Kirghizstan.

Le Xinjiang, avec un PNB environ quatre fois supérieur à celui des cinq Etats d'Asie centrale réunis, est destiné à devenir la puissance économique montante de la région, Afghanistan inclus. S'il reste la moins développée des treize provinces du Grand Ouest chinois, il bénéficie de conditions économiques privilégiées (suppression de taxes et d'impôts pour les sociétés chinoises et étrangères qui s'y implantent) censées lui permettre de devenir une puissance économique régionale, spécialisée principalement en hydrocarbures, métaux, électricité, textile et agriculture. Ce dynamisme est en grande partie le fruit du projet de développement du « Grand Ouest » (*xibu dakaifa*) lancé en 2000 : plus de huit milliards de dollars sont censés être injectés par Beijing dans les secteurs routier, ferroviaire, gazier, pétrolier et hydroélectrique de cette seule région autonome. Dans les années à venir, cette manne financière va grandement influencer sur les Etats centre-asiatiques, le Xinjiang jouant alors le rôle de porte d'entrée vers le reste de la Chine, voire le Pakistan, l'Asie du Sud et la façade Pacifique. Ainsi, depuis septembre 1995, Beijing autorise le Kazakhstan à utiliser le port de Lianyungang pour faire transiter des marchandises arrivant par le Pacifique.

L'inégalité des rapports politiques et géopolitiques entre l'Asie centrale et la Chine se reporte dans le domaine économique : l'Etat chinois investit dans les secteurs stratégiques des cinq Etats, la petite entreprise chinoise, particulièrement dynamique, s'implante largement sur le marché d'Asie centrale, tandis que les Centre-Asiatiques eux-mêmes sont peu présents en Chine. Le rôle des chambres de commerce aidant à la rencontre des hommes d'affaires des différents pays s'avère fondamental. Même en cas de développement économique important d'Etats comme le Kazakhstan, l'inégalité des rapports sino-centre-asiatiques ne pourra être radicalement compensée. En 2006, l'Asie centrale ne représente que 0,6 % du commerce extérieur de la République populaire de Chine, loin derrière les Etats-Unis et la Russie. *A contrario*, la place de la Chine en Asie centrale est déjà majeure, puisqu'elle occupe

en moyenne 12 % du commerce extérieur centre-asiatique, un chiffre officiel qui est en réalité sous-estimé. Les différences entre pays restent particulièrement flagrantes : la Chine compte pour 34 % du commerce extérieur du Kirghizstan, 15 % de celui du Kazakhstan, 10 % de celui du Tadjikistan, 5 % de celui de l'Ouzbékistan, 1 % seulement de celui du Turkménistan.

L'un des principaux points de passage entre l'Asie centrale et la Chine reste l'aéroport d'Urumqi, qui propose un grand nombre de vols en direction des capitales centre-asiatiques. Malgré cette prédominance, Kachgar s'affirme également de plus en plus nettement comme l'une des plaques tournantes du commerce sino-centre-asiatique. Capitale de la culture ouigoure, la ville suscite les inquiétudes des autorités chinoises face à une Urumqi largement hanisée. Toutefois, la proximité de Kachgar avec la passe de Torugart et la Karakorum Highway pourrait se révéler l'un des moteurs du commerce régional depuis que cette dernière a été revitalisée dans les communications sino-pakistanaïses. Les pays d'Asie centrale y trouveraient en effet leur principale et unique voie d'accès vers le Pakistan tant que la situation en Afghanistan ne permettra pas l'établissement de connections plus directes.

Les grands secteurs d'investissements chinois dans la région

L'avancée de Beijing dans le secteur des hydrocarbures centre-asiatiques est particulièrement notable au regard de la « soif énergétique » de la Chine. La plupart des gisements exploitables étant déjà contrôlés par les grandes sociétés occidentales, les compagnies chinoises doivent se spécialiser dans des gisements difficiles ou déjà anciens, ou s'installer dans des pays considérés comme instables ou ayant été mis au ban de la communauté internationale. Par ailleurs, les sociétés chinoises ne bénéficient pas des mêmes compétences techniques que les grandes firmes occidentales et préfèrent minimiser les risques de prospection en acquérant des sites d'extraction déjà connus. Les firmes chinoises ont cependant à leur avantage le soutien diplomatique et financier de Beijing, ce qui leur permet de surenchérir lors des négociations et de proposer des mesures de « bon voisinage » complémentaires. Ces stratégies suscitent des réactions violentes de la part des concurrents, qui définissent souvent la politique énergétique chinoise comme trop agressive.

La construction de gazoducs et oléoducs reliant les gisements d'Asie centrale aux marchés de Chine reste une affaire complexe sur le plan technique et financier : les distances à parcourir vont de 3 000 à 10 000 km et le coût de ces infrastructures s'élève à plusieurs milliards de dollars. Par ailleurs, la Chine arrive en Asie centrale avec plusieurs années de retard face aux grandes compagnies internationales, qui se sont implantées sur les sites les plus prometteurs. Beijing a par exemple échoué à participer à l'exploitation des sites de Kashagan (l'un des cinq plus grands gisements au monde, avec une production estimée à 1,5 million de barils/jour vers 2020) et de Tengiz (dont la production devrait atteindre 700 000 barils/jour en 2015). Sans eux, la Chine ne pourra rester qu'un acteur certes

important, mais de second plan, dans le domaine pétrolier centre-asiatique et caspien. Les firmes chinoises prennent en effet possession de gisements de second ordre au Kazakhstan et cherchent à s'implanter dans des pays quelque peu laissés de côté en matière pétrolière et gazière, comme l'Ouzbékistan.

Dans un premier temps, Beijing a jeté son dévolu sur le Kazakhstan, avec la construction du pipeline Atyrau-Alashankou dont le dernier tronçon, qui traverse les régions centrales, sera terminé en 2011. Après la réversion du tronçon le plus occidental, ce pipeline reliera les rives de la Caspienne au poste frontalier chinois d'Alashankou, avec une capacité d'exportation portée à 20 millions de tonnes annuelles dès 2011. La Chine cherche également à mettre en place une certaine logique d'achat : elle investit dans des champs situés dans la région d'Aktobe et vers la mer Caspienne afin ne pas être absente du cœur énergétique de l'Asie centrale, et s'engage dans des gisements plus isolés mais qui ont l'avantage d'être situés sur le tracé du pipeline sino-kazakh. Dans un second temps, Beijing s'est intéressée aux gisements ouzbeks et turkmènes : depuis l'accord signé en 2006 avec Achgabad, le projet d'un gazoduc sino-centre-asiatique partant des champs turkmènes, traversant l'Ouzbékistan et le Kazakhstan pour rejoindre la Chine, a bien avancé. Sur plus de 1 800 km, celui-ci fera transiter jusqu'à 30 milliards de m³ de gaz par an à partir de la fin 2009 pour un coût de plus de 7 milliards de dollars, démontrant, si besoin est, que la Chine est prête à surenchérir sans hésitations en matière énergétique. Beijing s'impose ainsi sans conteste comme le second meneur du jeu énergétique centre-asiatique derrière Moscou, devant les Etats-Unis et l'Union européenne.

La présence économique chinoise ne concerne pas uniquement le secteur énergétique et commercial : au-delà des produits de consommation qui alimentent dorénavant les marchés centre-asiatiques, la Chine s'implante également dans des secteurs stratégiques comme l'hydroélectricité, les transports routiers et ferroviaires, les télécommunications et l'industrie des minerais précieux. L'Asie centrale dispose en effet de réserves significatives en minerais : or, uranium, argent, mais également aluminium, cuivre, zinc, plomb, ainsi que des minerais rares comme le tungstène ou le molybdène, nécessaires au développement rapide des industries chinoises. Beijing s'intéresse tout particulièrement à l'or kazakh et kirghize, ainsi qu'aux réserves de tantalum et de niobium du Tadjikistan. Elle a surtout besoin d'uranium pour mener à bien la construction de plusieurs dizaines de centrales nucléaires et a signé plusieurs accords avec le Kazakhstan, en particulier entre la China Guangdong Nuclear Power Holding (CGNPC) et Kazatomprom pour la fourniture de combustible nucléaire.

La présence chinoise est également importante dans le secteur des infrastructures, où Beijing met en place une double stratégie : améliorer les routes en partance des postes frontaliers afin d'augmenter le rythme des échanges ; désenclaver les régions les plus isolées afin de faciliter les communications internes. Ainsi, les entreprises chinoises se font remarquer dans le domaine routier en restaurant la route reliant le poste frontalier sino-kirghize d'Irkeshtam à la grande ville d'Och, au cœur de la vallée du Ferghana, un tronçon de la route Och-Douchanbe, et en construisant deux tunnels au Tadjikistan, Char-Char entre Douchanbe et Kouliab, et Chakhristan sur la route reliant la capitale tadjike à Khodjent. Par ailleurs, le Turkménistan, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan achètent de plus en plus de matériel de chemin de fer (locomotives, wagons de passagers et de marchandises) à la Chine.

Beijing s'intéresse également au secteur de l'hydroélectricité centre-asiatique, encore relativement restreint mais prometteur : au Kazakhstan, les sociétés chinoises construisent la centrale hydroélectrique de Dostyk, sur la rivière Khorgos, et celle de Moinak, sur la rivière Charyn ; au Tadjikistan, celle de Zarafshan, pour l'instant gelée par l'opposition de l'Ouzbékistan, ainsi que plusieurs lignes électriques dans le Sud en direction de l'Afghanistan ; au Kirghizstan, une série de centrales hydroélectriques est prévue dans le Tian-Shan oriental, à la frontière avec la Chine. Enfin, le marché des télécommunications, en pleine expansion en Asie centrale, est devenu l'un des grands secteurs d'implantation chinoise. Les Etats doivent en effet non seulement moderniser le réseau téléphonique hérité de l'époque soviétique, mais également répondre à la demande Internet et à l'explosion du marché des téléphones portables. Les principales sociétés chinoises et *joint-ventures* sino-occidentales présentes dans la région sont China Telecom et Shanghai Bell-Alcatel dans le secteur des services, ZTE (Shenzhen Zhongxing Telecom Equipment Corporation) et Huawei Technologies dans celui des technologies.

La présence économique de la Chine en Asie centrale est donc multiforme. Beijing cherche à s'implanter dans un maximum de secteurs afin d'occuper les interstices laissés par l'effondrement du système soviétique et reprend des stratégies d'implantation déjà expérimentées dans les pays frontaliers d'Asie du Sud que sont le Laos, le Myanmar et le Vietnam. Les autorités chinoises ont compris à quel point la pauvreté et la disparition des infrastructures de base constituaient les éléments clés d'une possible déstabilisation des Etats centre-asiatiques, qui aurait de graves répercussions sur le développement économique de la Chine en général, du Xinjiang en particulier. Depuis le boom des échanges sino-centre-asiatiques de ces dernières années, la Chine est devenue la première direction du commerce centre-asiatique après la Russie, loin devant l'Iran ou la Turquie. Dans les trois pays frontaliers, le volume des échanges avec la Chine est déjà égal à celui avec la Russie, voire supérieur si l'on prend en compte l'importance du commerce frontalier et de la contrebande.

À ce rythme, la Chine risque d'entrer en compétition directe avec les intentions de Moscou dans la région d'ici quelques années. Si, pour l'instant, les deux puissances arrivent à satisfaire leurs objectifs économiques sans se concurrencer directement, cette situation pourrait évoluer rapidement : la Chine connaît une croissance exponentielle dévoreuse de matières premières, la Russie profite du renouveau de son économie pour se spécialiser dans les matières premières et l'industrie lourde. L'Asie centrale s'avère donc un enjeu important des stratégies économiques de ses deux voisins. Ce sentiment de concurrence pour la maîtrise du sous-sol centre-asiatique pourrait être accentué par l'état des relations commerciales sino-russes, puisque la Chine est également en train de s'imposer comme un partenaire incontournable pour Moscou. Que la Russie le veuille ou non, sur le moyen terme, la Chine semble destinée à dominer le marché centre-asiatique dans de nombreux secteurs, en particulier grâce à sa force de frappe financière et bancaire. Seules les routes d'exportation des hydrocarbures resteront encore longtemps, au moins en partie, sous le contrôle du Kremlin, tout comme les gros projets hydroélectriques et nucléaires.

LE REGARD CENTRE-ASIATIQUE SUR LA CHINE : L'OPINION DES *THINK TANKS*

Le devenir des relations sino-centre-asiatiques, ainsi que la réception sociale, en Asie centrale, de cette présence grandissante de la Chine sont partiellement influencés par la capacité des milieux d'expertise à donner du sens à cette relation. Les *think tanks* centre-asiatiques ont en effet pour mission de formuler les intérêts politiques et économiques de leurs Etats, la place qui sera dédiée au voisinage encombrant de la Chine, mais également d'analyser les nombreuses appréhensions qui régissent ces relations du côté centre-asiatique. Leur capacité à créer du savoir sur la Chine, à proposer des lectures rationnelles de phénomènes comme les migrations, les pressions politiques et l'influence culturelle pourrait avoir un impact sur la diminution ou, au contraire, le renforcement des craintes en Asie centrale.

Les cercles intellectuels centre-asiatiques spécialisés sur la Chine se divisent en deux grandes catégories, les milieux académiques, où la sinologie constitue paradoxalement une science russo-soviétique ancienne mais une discipline nouvelle dans les Etats indépendants, et les milieux d'expertise, qui se sont structurés dans les années 1990-2000 pour répondre aux besoins en politique étrangère des dirigeants, mais aussi pour profiter des nouvelles conditions économiques d'exercice d'un métier intellectuel. Si la notion de *think tank* recouvre une multitude d'organismes (institut de recherche indépendant, « université sans étudiants », groupe d'influence ou de pression, cabinet de consulting, club de réflexion d'un parti politique, ONG, etc.) et diverge grandement selon les pays, la situation centre-asiatique dans ce champ de l'expertise est bien plus réduite au vu du peu d'expression d'idéologies politiques et de la faiblesse de la « société civile ». Elle regroupe principalement des instituts d'analyse financés par l'Etat et quelques petits groupes, associations ou entreprises privées qui tentent de vendre du savoir sur des questions relatives au bien commun. La « question chinoise », jusque-là peu présente dans l'espace scientifique centre-asiatique, tend donc à se développer également dans le secteur de l'expertise¹⁰.

Enjeux politiques et géopolitiques : une unanimité de surface

Le sujet le plus traité par les milieux d'expertise centre-asiatiques est bien évidemment l'OCS. Les ouvrages, recueils collectifs et actes de conférence qui lui sont consacrés sont nombreux, en partie parce que l'Organisation elle-même finance chaque année des réunions

¹⁰ Pour préserver la sécurité de mes interlocuteurs, je suis dans l'obligation de ne pas citer les noms des experts, qui parlent le plus souvent sous couvert d'anonymat. Je ne les mentionne ouvertement que lorsqu'ils ont tenu des propos similaires dans des textes écrits, qui sont alors cités en bibliographie. Le manque de place m'oblige également à tenter des généralisations sur les opinions majoritaires exprimées par ces experts, bien que chacun, par son parcours personnel et sa position professionnelle, dispose d'un point de vue spécifique.

d'experts où sont représentés tous les Etats-membres. Par ailleurs, le sujet, relativement peu polémique, permet d'afficher la bonne collaboration sino-centre-asiatique en termes vagues, sans entrer dans les détails. Malgré cette profusion de publications sur l'OCS, les experts centre-asiatiques reconnaissent que l'enjeu premier des relations avec la Chine n'est pas multilatéral mais bilatéral, puisqu'il s'agit pour chaque Etat d'arriver à gérer son différentiel de puissance avec elle.

Les experts centre-asiatiques restent mesurés quant à l'efficacité de l'organisation dans les domaines sécuritaires : pour eux, le seul partenaire prêt à assumer le poids politique et financier d'une intervention militaire en cas de grave déstabilisation, et capable de s'en donner les moyens matériels, reste la Russie. Dans un sondage réalisé par Adil Kaukenov auprès de trente experts kazakhs, tous pensent que les probabilités d'installation de forces armées chinoises en Asie centrale dans le cadre du RATS sont quasi nulles. Cette opinion est confirmée par les entretiens menés dans la région : même les experts qui voient en la Chine un contrepoids nécessaire à la Russie rappellent que la venue de troupes chinoises sur le territoire centre-asiatique serait refusée par les gouvernements locaux et susciterait de violentes réactions parmi la population. Les experts centre-asiatiques sont très critiques envers le RATS, qu'ils voient comme une coquille vide sans grande efficacité, et s'inquiètent qu'un échange d'informations entre services secrets centre-asiatiques et chinois ne se retourne contre leurs intérêts nationaux.

Si la terminologie des « trois maux » a bien été adoptée au niveau diplomatique, les avis d'experts recueillis officieusement sont là aussi plus nuancés. Ceux de sensibilité occidentaliste, relativement nombreux, regrettent que cette présence chinoise entraîne les Etats d'Asie centrale dans un camp anti-occidental qui limite les capacités géopolitiques de la région, ceux de sensibilité russophile s'inquiètent de la capacité de la Chine à affaiblir la présence russe dans la région au nom de la lutte contre le terrorisme. Tous les experts centre-asiatiques interrogés accusent la Chine de faire pression sur les gouvernements locaux sans ménagement, directement au plus haut de l'Etat, certains évoquant même « l'achat » des élites et de la famille présidentielle par Beijing. Les chercheurs kazakhstanais ont relaté la fermeture, en 1996, sous la pression chinoise, de l'Institut d'études ouigoures et sa fusion avec l'Institut d'orientalisme, l'interdiction de plusieurs associations soupçonnées de faire transiter l'argent de la diaspora au Xinjiang, et la garantie que le gouvernement kazakh allait lui-même surveiller sa minorité ouigoure, estimée à environ 250 000 personnes.

Bien que la menace islamiste soit considérée comme un réel danger pour la stabilité des Etats de la région, la volonté chinoise d'assimiler toute revendication autonomiste ouigoure à l'islamisme laisse sceptiques les experts centre-asiatiques dans leur ensemble : lors des entretiens, l'immense majorité d'entre eux se sont déclarés très choqués de découvrir l'état de pauvreté et de marginalisation des Ouigours lors de leurs séjours au Xinjiang et ont critiqué le refus de la Chine de jouer le jeu de l'indigénisation des élites minoritaires comme l'Union soviétique l'avait fait en Asie centrale. Plusieurs ont reconnu avoir signalé à leurs interlocuteurs chinois qu'ils trouvaient problématique l'absence d'Ouigours dans les délégations de RPC, ou, lorsqu'ils sont présents, leur rôle subalterne de figuration.

La question des contentieux frontaliers fait elle aussi office de sujet unanimement considéré comme réglé. Toutes les conférences bilatérales ou multilatérales affichent leur satisfaction

à avoir vu cette question gérée pacifiquement, prémisse à tout approfondissement de la coopération. Les experts centre-asiatiques sont toutefois plus nuancés dans leurs textes ou leurs entretiens. Dans les trois pays frontaliers, une majorité d'entre eux se plaint du caractère secret des traités signés : le texte faisant office d'accord n'a été publié dans aucun des Etats, probablement par peur de susciter des réactions de l'opposition ou de la population. Les spéculations vont donc bon train, particulièrement au Tadjikistan où les experts s'inquiètent de clauses qui mentionnent le gel du règlement de certains territoires litigieux pour une période d'au moins quinze ans : certains spécialistes haut placés soupçonnent le régime d'Emomali Rakhmon d'avoir acheté la paix avec la Chine en bradant une portion du territoire sans le révéler publiquement, laissant à ses successeurs la gestion du futur scandale.

Au Kazakhstan et au Kirghizstan, les experts n'ont pas de tels soupçons à l'encontre de leur gouvernement, mais critiquent la perte de territoires stratégiques au profit de la Chine, en particulier le contrôle de certains cols. Les experts kazakhs dénoncent la cession de près de la moitié des territoires exigés par la Chine par un Nursultan Nazarbaev soupçonné de s'être peu battu pour défendre les intérêts nationaux. Par ailleurs, certains spécialistes ayant eu accès à des cartes détaillées confirment que le Kazakhstan a reculé dans les vallées, laissant toutes les crêtes, donc les positions stratégiques, à la Chine. Les experts kirghizes, de leur côté, critiquent l'inégalité de l'échange négocié en 1999 : Bichkek a obtenu une grande partie du pic Khan Tengri, deuxième plus haut point du pays (7 000 mètres d'altitude) et symbole national, mais a perdu la zone d'Uzengi-Kuush, constituée de terres arables particulièrement précieuses pour l'agriculture kirghize, ainsi qu'une route stratégique qui permet de relier plusieurs postes frontaliers.

La question de l'eau transfrontalière constitue à elle seule un enjeu crucial des relations sino-kazakhs et, dans une moindre mesure, sino-kirghizes. Dans ce dernier cas, la cession des territoires permet dorénavant à la Chine de contrôler les fleuves Sary-Jaz et Uzengi-Kuush, ainsi que des glaciers, qui forment une importante réserve en eau pour le Kirghizstan, et des ressources minérales telles que le tungstène. Au Kazakhstan les enjeux sont tout autant écologiques, agricoles, industriels que hautement symboliques. Le pays est en effet dépendant de la Chine sur le plan hydraulique, puisque deux de ses principaux fleuves, l'Ili et l'Irtych, viennent du Xinjiang et de l'Altaï chinois et sont soumis à l'augmentation des ponctions effectuées par Beijing en amont de la frontière. L'impact de ces prélèvements chinois est ressenti jusqu'en Sibérie, l'Irtych étant le principal affluent de l'Ob, qui traverse la région d'Omsk. Après de très longues négociations, un accord-cadre sur la protection et l'utilisation des fleuves transfrontaliers a été signé entre les deux pays à Astana, en septembre 2001, mais il n'a conduit à aucune avancée réelle. Les experts kazakhs ayant participé aux négociations bilatérales se plaignent du refus systématique de Beijing de prendre en considération l'impact du canal Kara Irtych-Karamaï et de la politique de développement de l'agriculture du « Grand Ouest » sur le Kazakhstan. Nombre d'entre eux pensent que seule l'intervention de la Russie en faveur d'Astana pourra forcer la Chine à céder sur la question des fleuves transfrontaliers, tandis que ceux connus pour leur sensibilité nationaliste, comme Murat Auezov, sont convaincus que Beijing a définitivement gagné la mise au pas du Kazakhstan par son contrôle de l'Ili et de l'Irtysh, qu'elle utilisera comme arme politique lorsque le besoin s'en fera sentir.

Les opinions des spécialistes centre-asiatiques sur les enjeux géopolitiques, politiques et frontaliers, pourtant considérés comme les moins polémiques, révèlent donc de nombreuses appréhensions. La grande majorité des experts interrogés confirment cette impression en reconnaissant que l'avancée de la Chine en Asie centrale crée des risques réels pour les cinq Etats et ne peut être appréhendée comme quelque chose d'entièrement positif répondant aux intérêts nationaux à long terme.

Les facettes paradoxales de la question économique

Les enjeux économiques sous-tendus par la présence chinoise en Asie centrale constituent probablement l'élément le plus paradoxal des relations sino-centre-asiatiques, celui sur lequel les opinions sont les plus divergentes. La question englobe en effet de multiples domaines allant du secteur énergétique au commerce de détail.

Le secteur des hydrocarbures semble être le plus consensuel : les experts centre-asiatiques s'accordent pour se féliciter du pipeline sino-kazakh et du gazoduc sino-centre-asiatique. Ils rappellent toutefois que, malgré le discours officiel triomphant sur la question, la Chine n'a pas réussi à s'imposer comme un partenaire sur les deux gisements principaux de la Caspienne, Tengiz et Kashagan, et que cette implantation en Asie centrale ne pourra en aucun cas effacer la dépendance chinoise envers les hydrocarbures du Moyen-Orient. Plusieurs experts kazakhstaniens haut placés ne cachent pas leurs inquiétudes quant à la gestion future du pipeline. Là encore, ils dénoncent le caractère secret des accords sino-kazakhs et le refus d'Astana de dévoiler qui s'occupera de la surveillance territoriale du pipeline : si ce contrôle est laissé à des entreprises chinoises, les experts locaux y voient un premier pas dans la prise de contrôle discrète du territoire par des forces aux ordres de Beijing et s'inquiètent de cette potentielle remise en cause de l'intégrité nationale.

Un discours similaire est tenu sur la question des minerais précieux : les experts centre-asiatiques apprécient l'intérêt chinois porté à ce secteur, qui nécessite de gros investissements que les administrations locales sont rarement en état de faire seules et qui ouvre des perspectives de revenus sur le long terme pour les Etats de la région ; ils craignent cependant que ce contrôle d'un secteur stratégique par Beijing ne limite l'autonomie de décision des gouvernements centre-asiatiques. Concernant le secteur des infrastructures routières et ferroviaires, les experts approuvent l'aide chinoise apportée au désenclavement de l'Asie centrale, mais en tirent des conclusions négatives quant à l'accroissement du narcotraffic : la Chine construit involontairement de nouvelles autoroutes de la drogue, qui seront d'autant plus utilisées au départ des postes frontaliers chinois que la RPC est la première à fournir à l'Asie centrale les précurseurs chimiques nécessaires à la transformation de l'opium en héroïne, en particulier l'anhydride acétique.

L'occupation par les produits chinois des marchés centre-asiatiques suscite quant à elle des réactions paradoxales, qui imposent de différencier les discours selon les Etats. Ainsi, au Kirghizstan et au Tadjikistan, les deux Etats les plus pauvres de la région, de nombreux

experts se déclarent très favorables à cette présence, puisqu'elle offre à la population des possibilités sans commune mesure d'accès à des produits de consommation correspondant à son pouvoir d'achat. Cette « invasion » de produits chinois a, selon eux, un double effet positif. Premièrement, elle fait chuter les prix des produits qui arrivaient auparavant de Russie, de Turquie ou d'Iran, en particulier dans les régions isolées, montagneuses, qui disposent soudain d'un atout économique, celui d'être situées sur les routes commerciales en provenance de Chine. C'est par exemple le cas de Naryn au Kirghizstan et de Murghab au Tadjikistan. Deuxièmement, elle ouvre des perspectives de reconversion économique inédites pour ces deux pays. Longtemps considérés comme des culs-de-sac dans les circuits de distribution, le Kirghizstan et le Tadjikistan espèrent devenir des zones de réexportation de la production chinoise : vers le Kazakhstan et la Russie (Sibérie occidentale et régions européennes de la Fédération russe) pour le premier, vers l'Ouzbékistan et l'Afghanistan pour le second. Nombre d'experts de ces deux pays se positionnent donc de manière optimiste sur cette question, y voyant là une opportunité unique de développement de long terme pour leur pays.

Au Kazakhstan et en Ouzbékistan, le discours est bien plus critique. Plusieurs experts, en particulier Konstantin Syroejkin, de l'Institut d'études stratégiques du Kazakhstan, jugent largement négatif l'impact sur l'économie nationale de cette « invasion » de produits chinois : non seulement le secteur de l'industrie légère n'a jamais été privilégié à l'époque soviétique, mais il s'est effondré au début des années 1990, et il semble dorénavant impossible de le redresser face à la concurrence chinoise. Si certains jugent le phénomène inévitable et de toute façon ne dépendant pas des autorités politiques chinoises, tant le différentiel économique joue en faveur de Beijing, d'autres, plus critiques, y voient une démarche volontaire et assumée du grand voisin. Selon par exemple Ablat Khodjaev, qui dirige la chaire de chinois de l'Institut d'orientalisme de Tachkent, la Chine souhaite transformer les cinq Etats centre-asiatiques en un nouveau marché et donc freiner tout renouveau ou développement de l'industrie locale. Cette thèse serait démontrée par le refus régulier de Beijing de financer des projets de *joint-ventures* dans des secteurs industriels, en particulier le textile. Bien que le marché centre-asiatique soit numériquement peu important pour la Chine (moins de 60 millions de personnes ayant une faible capacité de consommation), ces experts analysent la volonté chinoise d'expansion économique à plus long terme : pour eux, l'Asie centrale ne serait qu'une zone de transit, un pont permettant au commerce chinois d'atteindre la Russie, l'Iran et la Turquie.

Une telle perception de la situation conduit ces experts à s'inquiéter de l'entrée de leur pays dans l'Organisation mondiale du commerce : à l'exception du Kirghizstan, qui en est membre depuis 1998, tous les autres Etats y sont candidats, avec le soutien de la Chine. Une fois encore, les opinions divergent selon les Etats : une majorité des experts kirghizes se félicitent de l'adhésion de leur pays à l'OMC, les Tadjiks y sont favorables, tandis que les experts ouzbeks et kazakhs sont plus réticents, pensant que cela liquidera définitivement la production nationale. Ils récusent aussi l'idée, évoquée à plusieurs reprises par Beijing dans les sommets internationaux, de développer les compétences économiques de l'OCS afin d'absorber, à moyen terme, la Communauté économique eurasiennne. Parmi les secteurs économiques menacés par la présence chinoise, ces experts mentionnent le textile en

Ouzbékistan, l'ensemble des produits alimentaires et agroalimentaires dans les deux Etats, ainsi que les entreprises du BTP (cimenteries, briqueteries, etc.).

Le dernier secteur économique à évoquer est celui du petit commerce de bazar et des échanges frontaliers. Nombre d'experts des deux zones en tirent des conclusions semblables, s'inquiétant surtout du risque d'embrasement de certains marchés et de la mainmise de réseaux mafieux sur ce type de commerce, qui constitue par excellence l'un des secteurs les moins contrôlés par les Etats. Les bazars sont en effet connus, en Asie centrale, pour être des lieux où les milieux islamistes sont relativement bien implantés et où les mafias ethniques se disputent la maîtrise du jeu. Les experts kirghizes sont les premiers à prendre en considération cet élément, puisque la présence chinoise sur leurs bazars est la plus avancée : les commerçants locaux se plaignent régulièrement de la concurrence que leur font les petits entrepreneurs chinois et le Parlement a déjà débattu, en 2007, de la possibilité d'introduire un quota limitant le nombre d'étrangers sur les marchés. La question est moins sensible au Kazakhstan et en Ouzbékistan, où ce petit commerce est moins développé, mais tend à apparaître au Tadjikistan, qui prend la direction du Kirghizstan avec plusieurs années de retard. Les experts centre-asiatiques insistent sur l'impact négatif, dans l'opinion publique d'Asie centrale, des révoltes de bazars et les risques de violences interethniques, invitant les gouvernements locaux, mais également Beijing, à se pencher sur ce problème.

Enjeu démographique, inquiétudes culturelles, appréhensions identitaires

Une troisième catégorie d'arguments doit également être prise en compte : la « rencontre » culturelle entre deux sociétés, chinoise et centre-asiatique. En Chine, l'Asie centrale n'est pas un enjeu : elle fait partie d'un imaginaire géographique quelque peu flou où se côtoient l'espace anciennement soviétique et les marges musulmanes du Nord-Ouest. En Asie centrale, la Chine a fait une arrivée brutale dans l'imaginaire national, après des siècles où les deux zones avaient eu relativement peu de contacts. Cette vision de la Chine reste marquée par les anciens clichés diffusés par la propagande soviétique sur l'ennemi historique chinois, l'altérité complète de sa culture et son manque de perspectives de développement. À cela s'ajoute une tradition culturelle ancienne, spécifiquement centre-asiatique, portée durant des siècles par les épopées orales, dans laquelle la Chine apparaît comme un ennemi lointain mais récurrent des peuples des steppes, opposant historique à l'islam.

Aujourd'hui, ces enjeux culturels s'expriment principalement, en Asie centrale, au travers de peurs démographiques. Chez les experts centre-asiatiques, les discours sur la question démographique sont plus mesurés que ceux du monde médiatique. Une majorité reconnaît que le nombre de migrants chinois est encore très limité, car les autorités chinoises elles-mêmes cherchent à en contrôler le flux. Par ailleurs, comparé à la présence chinoise en Europe occidentale et aux Etats-Unis, la communauté han expatriée d'Asie centrale reste numériquement peu importante, car les conditions de vie dans la région ne sont pas attrayantes. Certains experts récusent toutefois cette analyse : même si l'Asie centrale n'attire

pas en soi, l'expansion démographique chinoise serait en réalité en direction de la Russie et de l'Europe. Voie de passage pour des destinations plus lointaines, les cinq Etats seraient donc appelés à servir de tête de pont de cette expansion. Les experts restent toutefois partagés quant au rôle que pourraient virtuellement jouer ces Chinois installés en Asie centrale. Les plus alarmistes évoquent la tradition d'instrumentalisation des communautés d'outre-mer par Beijing et pensent que les migrants chinois sont extrêmement manipulés par le pouvoir, tandis que d'autres y voient avant tout des représentants des couches sociales pauvres tentant de fuir les conditions de travail actuelles en Chine, sans lien aucun avec le régime.

Si la plupart des experts récusent le discours médiatique sur le « péril jaune », ils insistent malgré tout sur l'enjeu démographique de plus long terme. La hanisation rapide du Xinjiang depuis les années 1990 sert alors de contre-modèle. L'installation massive de colons han dans de nouveaux villages agricoles aux frontières de l'Asie centrale inquiète : en cas de tensions politiques, ces colons aux ordres de Beijing pourraient se transformer en unités militaires. Les experts envisagent également avec préoccupation une vague d'instabilité sociale en Chine : la montée du chômage dans les régions rurales pourrait conduire à des migrations en direction du Xinjiang, qui se reporteraient ensuite sur l'Asie centrale. Tout affaiblissement du pouvoir central, sous-entendu du Parti communiste chinois, pourrait donc avoir des conséquences de grande ampleur en Asie centrale. Certains experts, plus radicaux, en particulier au Kazakhstan, affirment que Beijing a déjà mis en œuvre une forme de colonisation de l'Asie centrale, pour l'instant peu visible. Pour défendre leur thèse, ils évoquent la volonté chinoise d'acheter des fermes collectives en territoire kazakh pour y installer des colons, mais également l'achat de gisements pétroliers et la construction d'usines entièrement chinoises dans des régions très éparpillées du pays : Beijing aurait ainsi « quadrillé » le territoire national et pourrait soudainement, en cas de tensions, par exemple autour du pipeline sino-kazakh, exiger de sécuriser l'ensemble de ses possessions.

Les liens culturels censés unir les populations d'Asie centrale aux minorités ouïgoures, kazakhes, kirghizes, ouzbèkes ou tadjikes installées en Chine constituent un élément clé du débat sur les relations sino-centre-asiatiques. Ces minorités ne jouent cependant pas toutes le même rôle, ou avec la même ampleur : les minorités tadjikes sont isolées dans des zones très montagneuses et ne sont pas devenues des intermédiaires entre la Chine et le Tadjikistan et ce, d'autant plus qu'elles sont ismaéliennes. La minorité ouzbèke joue également un rôle mineur, puisque l'Ouzbékistan n'a pas de frontières communes avec la Chine et que Tachkent n'a pas mis en œuvre de politique de « retour ». Les minorités kazakhes et, dans une moindre mesure, kirghizes, quant à elles, se sont engagées dans la brèche économique que représente le développement des relations commerciales entre la Chine et l'Asie centrale et profitent également des politiques de « rapatriement » mises en place par Astana et Bichkek. Néanmoins, ces minorités kazakhes et kirghizes de Chine sont relativement mal reçues au Kazakhstan et au Kirghizstan.

Les experts sont très critiques à leur encontre : la majorité d'entre eux ne les considère pas comme des alliés de leur Etat mais comme des pions aux mains de Beijing. Tous insistent sur la différence culturelle entre les sociétés d'Asie centrale et leurs diasporas, qui n'ont pas connu le régime soviétique, ne parlent pas russe, ne partagent pas les mêmes référents et dont la plus grande pratique musulmane choque des milieux postsoviétiques laïcisés.

Les Ouïgours suscitent des réactions elles aussi paradoxales : les experts centre-asiatiques reconnaissent que ces derniers vivent dans des conditions extrêmement difficiles et que la domination chinoise n'a pas eu, pour l'instant, les avantages de la domination soviétique, mais presque aucun ne se déclare sympathisant de la cause indépendantiste. Ils affirment par ailleurs que les Ouïgours sont largement sinisés de culture et qu'ils ont peu en commun avec l'Asie centrale postsoviétique : le sentiment de solidarité turcique et/ou musulmane est à peu près inexistant chez ces experts, qui insistent sur leur propre appartenance culturelle au monde soviétique et sur leurs sensibilités politiques, soit pro-occidentales, soit pro-russes.

De manière globale, les entretiens révèlent les perceptions majoritairement sinophobes des experts centre-asiatiques dans le champ identitaire. Tous reconnaissent que la culture chinoise est particulièrement mal connue en Asie centrale et que cette ignorance teintée de défiance risque d'avoir à long terme un impact négatif sur les relations bilatérales. Afin de remédier à ce problème, Murat Auezov a lancé un journal de promotion de la culture chinoise (histoire, bouddhisme, calligraphie, etc.) au Kazakhstan, *Korshi (Le Voisin)*, mais sa rédaction en kazakh limite grandement sa diffusion. Certains experts, appartenant plutôt aux générations soviétiques, ne cachent pas le peu d'intérêt, voire le mépris que suscite chez eux la culture chinoise : sinologie ne signifie pas nécessairement sinophilie. D'autres, souvent plus jeunes, sont admiratifs du modèle économique chinois, de la modernité de certaines tranches de la société chinoise, mais pensent que la mixité culturelle est impossible entre les deux zones et que le nombre de mariages mixtes restera toujours très faible. Ainsi, même les experts les plus sinophiles sur le plan géopolitique et économique récusent l'idée d'une future sinisation des sociétés centre-asiatiques autrement que par la force : ils évoquent une forme de « barrière culturelle » infranchissable entre ces deux mondes - certains au nom de l'islam, d'autres au nom de l'acculturation russo-soviétique, d'autres encore en fonction de présupposés sur l'essence des nations - et souhaitent le maintien de cette barrière avec comme argument qu'une entrée dans la sphère d'influence culturelle chinoise signifierait la disparition programmée des sociétés centre-asiatiques.

CONCLUSION

Si la Chine semble appelée à gagner le statut de première puissance économique en Asie centrale dans les années à venir, elle devra affronter d'autres défis : elle ne peut, en l'état actuel, remplacer la Russie dans son rôle de puissance sécuritaire et militaire et paraît satisfaite que Moscou continue à garantir la stabilité de la région. Il lui faudra également arriver à désarmer les appréhensions qu'elle suscite dans les sociétés centre-asiatiques, et donc accepter de reconnaître ce thème comme un objet pertinent pour la prise de décision politique. Pour l'instant, Beijing n'a pas réussi à mettre en place dans la région une diplomatie culturelle capable de lutter contre les inquiétudes suscitées par sa présence et à produire un

discours de promotion de la sinité (*zhonghuaxing*).

Pourtant, depuis le début de la décennie 2000, la Chine est entrée dans la vie quotidienne de nombreux Centre-Asiatiques. Ceux-ci bénéficient de produits qui, malgré leur réputation de mauvaise qualité, correspondent à leur faible niveau de consommation et peuvent également satisfaire les besoins en technologie croissants des classes moyennes émergentes, en particulier au Kazakhstan. Cette arrivée massive de produits chinois permet aux Centre-Asiatiques de retrouver leur rôle traditionnel de culture de transit en exportant ces marchandises jusqu'en Russie, comme les migrants kirghizes installés dans l'ancienne métropole commencent à l'envisager. Toutefois, le développement des relations sino-centre-asiatiques tel qu'il se dessine signale également une spécialisation restrictive pour les économies locales : devenus des exportateurs quasi exclusifs de matières premières, les cinq Etats prennent le risque de voir disparaître leurs dernières industries de transformation alors que la poursuite de la désindustrialisation pourrait constituer un élément de déstabilisation sociale de long terme.

Néanmoins, le jeu pro-chinois des nouvelles générations, qui voient dans leur grand voisin une opportunité pragmatique, risque de modifier la donne dans la prochaine décennie, lorsque la Chine sera devenue synonyme de carrière professionnelle réussie et de revenus conséquents. Le remplacement des anciennes élites soviétiques, en particulier par la formation à l'étranger des jeunes générations appartenant aux classes moyennes et supérieures, constituera l'un des moteurs du changement. La mode dont bénéficient à l'heure actuelle les études de chinois va ainsi donner naissance à un milieu pour qui la Chine ne sera plus un pays étranger, inaccessible et incompréhensible, mais au contraire l'exemple de la modernité réussie. Que ces jeunes générations sinisantes se transforment par la suite en un lobby sinophile ou sinophobe, elles incarneront la proximité de l'Asie centrale avec la Chine et verront en Beijing un modèle de développement capable de concurrencer tant la Russie que l'Europe de l'Ouest. Il restera alors à étudier comment les appréhensions sociales, en particulier démographiques et identitaires, se trouveront ou non modifiées par cette nouvelle génération détachée des anciens clichés soviétiques et familière de la Chine contemporaine.

Bibliographie

- Abdrakhmanov A., Kaukenov A., « Otnosheniya KNP i stran Central'noj Azii glazami kazaxstanskix ekspertov. Rezul'taty ekspertnogo oprosa » [Les relations entre la Chine et les Etats d'Asie centrale vues par les experts kazakhstanais. Résultats d'enquête], *Kazaxstan v global'nyx processax*, n° 3, 2007, pp. 119-129.
- Abelson D. E., *Do Think Tanks Matter ? Assessing the Impact of Public Policy Institutes*, Kingston, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2002.
- Ashimbaev M., Chufirin G. (dir.), *SHOS : stanovlenie i perspektivy razvitija* [L'OCS : établissement et perspectives de développement], Almaty, IWEP, 2005.
- Bailes A. J. K., Dunay P., Guang P., Troitskiy M., *The Shanghai Cooperation Organization*, Stockholm, Stockholm International Peace Research Institute, 2007 (SIPRI Policy Paper n° 17).
- Cabestan J.-P., Colin S., Facon I., Meidan M., *La Chine et la Russie : entre convergences et méfiance*, Paris, Unicomm, 2008.
- Castets R., « Nationalisme, islam et opposition politique chez les Ouïgours du Xinjiang », Paris, *Les Etudes du CERI*, n° 110, 2004.
- Central Asia Human Development Report. Bringing Down Barriers : Regional Cooperation for Human Development and Human Security*, Washington DC, UNDP, 2005.
- China's Thirst For Oil*, Bruxelles, International Crisis Group, 9 juin 2008 (Asia Report n° 153).
- Facon I., « L'organisation de coopération de Shanghai. Ambitions et intérêts russes », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1055, 2006, pp. 26-36.
- Galjamova V., Kaukenov A., « Aktual'nye voprosy razvitija kazaxstansko-kitajskix otnoshenij. Rezul'taty ekspertnogo oprosa » [Questions actuelles du développement des relations sino-kazakhstanaises. Résultats d'enquêtes auprès d'experts], *Kazaxstan v global'nyx processax* 1, 2006, pp. 106-120.
- Hsiu-Ling Wu, Chien-Hsun Chen, « The prospects for regional economic integration between China and the five Central Asian countries », *Europe-Asia Studies*, Vol. 56, n° 7, 2004, pp. 1059-1080.
- Kellner T., *L'Occident de la Chine, Pékin et la nouvelle Asie centrale (1991-2001)*, Paris, PUF, 2008.
- Khuashen C., *Kitaj, Central'naja Azija i Shanxajskaja Organizacija sotrudnichestva* [La Chine, l'Asie centrale et l'OCS], Moscou Carnegie Endowment for International Peace, 2005 (Rabochie materialy n° 5).
- « Kitajskaja ekspansija v Srednjuju Aziju : igra na operezhenie ili nastuplenie ? Mnenie ekspertov » [L'Expansion chinoise en Asie centrale : jeu d'anticipation ou avènement ? L'avis des experts], *CentrAsia*, 8 août 2007. <http://www.centrasia.ru/newsA.php?st=1186517400>
- Kozhirova S., « Sociologicheskij portret kitajskoj migracii v Kazaxstane » [Portrait sociologique des migrations chinoises au Kazakhstan] in Laruelle M., Peyrouse S. (dir.), *Central'naja Azija - Kitaj : ot geopolitiki k partnerstvu* [Asie centrale-Chine, de la géopolitique au partenariat], Almaty, KISI-IFEAC, 2008.
- Kozhirova S., « Vnutrennie i vneshnie aspekty sovremennoj kitajskoj migracii » [Aspects internes et externes des migrations chinoises contemporaines], *Analytic*, n° 6, 2007, pp. 45-52.
- Laruelle M., Peyrouse S., *Asie centrale, la dérive autoritaire. Cinq Etats entre héritage soviétique, dictature et islam*, Paris, Autrement, 2006.
- Mendikulova G. M., *Istoricheskie sud'by kazaxskoj diaspory. Proisxozhdenie i razvitie* [Destins historiques de la diaspora kazakhe. Origine et développement], Almaty, Gylym, 1997.

Mendikulova G., *Kazaxskaja diaspora : istorija i sovremennost'* [La Diaspora kazakhe : histoire et actualité], Almaty, Institut vostokovedenija, 2006.

Muzaparova A. M. (dir.), *Sovremennyj Kitaj : ekonomika, demografija i vneshnjaja politika* [La Chine contemporaine : économie, démographie et politique extérieure], Almaty, IWEP, 2007.

Niquet V., « La Chine et l'Asie centrale », *Perspectives chinoises*, n° 6. <http://perspectiveschinoises.revues.org/document995.htm>

Orazalin E., *SHOS : osnovy formirovanija, problemy i perspektivy. Puti sovershenstvovanija mexanizmov sotrudnichestva* [L'OCS : fondements de sa formation, problèmes et perspectives. Les chemins de perfectionnement des mécanismes de coopération], Almaty, IWEP, 2007.

Paramonov V., Stokov A., *Economic Involvement of Russia and China in Central Asia*, Swindon, Conflict Studies Research Center, Defence Academy of the United Kingdom, 2007 (Central Asian Series n° 7/12).

Peyrouse S., « Flowing downstream : The Sino-Kazakh water dispute », *China Brief* Vol. 7, n° 10, 16 mai 2007, pp. 7-10. http://www.jamestown.org/china_brief/article.php?articleid=2373402.

Peyrouse S., *The Economic Aspects of the Chinese-Central Asia Rapprochement*, Washington DC, The Central Asia and Caucasus Institute, septembre 2007, (Silk Road Papers). http://www.silkroadstudies.org/new/docs/Silkroadpapers/2007/0709ChinaCentral_Asia.pdf

Peyrouse S., « The hydroelectric sector in Central Asia and the growing role of China », *China and Eurasia Forum Quarterly*, Vol. 5, n° 2, 2007, pp. 131-148. http://www.silkroadstudies.org/new/docs/CEF/Quarterly/May_2007/Peyrouse.pdf.

Raballand G., Andrésy A., « Why should trade between Central Asia and China continue to expand ? », *Asia Europe Journal*, Vol. 5, n° 2, 2007, pp. 235-252.

Raballand G., Kaminski B., « La déferlante économique chinoise et ses conséquences en Asie centrale », *Monde chinois*, n° 11, 2007, pp. 129-134.

Rakhmanin O. B., *K istorii otnoshenij Rossii-SSR s Kitaem v XX veke* [Histoire des relations entre la Russie-URSS et la Chine au XX^e siècle], Moscou, Institut Dal'nego Vostoka RAN, 2002.

Rich A., *Think Tanks, Public Policy, and the Politics of Expertise*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

Sadovskaja E., *Migracija v Kazaxstane na rubezhe XXI veka : osnovnye tendencii i perspektivy* [Les migrations au Kazakhstan au seuil du XXI^e siècle : tendances fondamentales et perspectives], Almaty, Galym, 2001.

Sadovskaja E., « Kitajskaja migracija v Kazaxstane : sovremennye tendencii i perspektivy » [Les migrations chinoises au Kazakhstan : tendances actuelles et perspectives], *Analytic*, n° 6, 2007, pp. 33-44.

Sadovskaja E., « Kitajskie migranty y Kazaxstane : otnoshenie kazaxstanskix grazhdan (po rezul'tatam sociologicheskogo issledovanija) » [Les migrants chinois au Kazakhstan : l'attitude des citoyens kazakhstanais (d'après les résultats d'une recherche sociologique)], *Analytic*, n° 5, 2007, pp. 20-29.

Satpaev D., « Ten' 'kitajskogo dragona' : zhestkie storony mjagkoj ekspansii » [L'ombre du « dragon chinois » : les aspects durs d'une expansion molle], *EvrAzijskij dom*, 18 janvier 2007. <http://www.eurasianhome.org/xml/t/digest.xml?lang=ru&nic=digest&pid=1816>

SHOS v poiskax ponimaniya bezopasnosti, Konferencija 4 oktjabrja 2007 g. [L'OCS en quête d'une conception de sécurité. Conférence du 4 octobre 2007], Almaty, KISI, 2008.

Stepanov E. D., *Politika nachinaetsja s granicy. Nekotorye voprosy pogranichnoj politiki KNR vtoroj polovine XX v.* [La politique commence par les frontières. Quelques questions sur la politique frontalière de la RPC dans la deuxième moitié du XX^e siècle], Moscou, Institut Dal'nego Vostoka RAN, 2007.

Stone D., Denham A., *Think Tank Traditions : Policy Analysis Across Nations*, Manchester, Manchester University Press, 2004.

Syroezhkin K., « Strategija 'bol'shogo osvoenija zapada' i problemy bezopasnosti Central'noj Azii » [La stratégie de « développement du Grand Ouest » et les problèmes de sécurité de l'Asie centrale], pp. 297-333, in *Aktual'nye problemy Central'noj Azii i Kitaja : istorija i sovremennost'* [Problèmes contemporains de l'Asie centrale et de la Chine : histoire et actualité], Barnaul, Azbuka, 2006.

Syroezhkin K., *Problemy sovremennogo Kitaja i bezopasnost' v Central'noj Azii* [Les problèmes de la Chine contemporaine et la sécurité en Asie centrale], Almaty, KISI, 2006.

Umarov A., Pashkhun D., « Tensions in Sino-Central-Asian Relations and their Implications for Regional Security », Swindon, Conflict Studies Research Center, Defence Academy of the United Kingdom, 2006 (*Central Asian Series*, n° 06/02)

Xljupin V., *Geopoliticheskij treugol'nik. Kazaxstan-Kitaj-Rossija. Proshloe i nastojashchee pograničnoj problemy* [Le triangle géopolitique. Kazakhstan-Chine-Russie. Passé et présent de la question frontalière], Moscou, Mezhdunarodnyj evrazijskij institut ekonomicheskix i politicheskix issledovanij, 1999.

Xodzhaev A., *Kitajskij faktor v Central'noj Azii* [Le facteur chinois en Asie centrale], Tachkent, FAN, 2007.